



Postulat - 26_POS_53 - Josephine Byrne Garelli et consorts au nom PLR - Politique d'achat coordonnée pour l'ensemble de l'État : l'heure du bilan ?

Texte déposé :

Le 10 juin dernier, le Conseil d'État a répondu à l'interpellation que j'ai déposée au nom de mes collègues Cendrine Cachemaille, Killian Duggan et Philippe Jobin : « Soutien cantonal aux imprimeries vaudoises ».

Dans cette réponse, le Conseil d'État nous informe que la Direction des Achats et de la Logistique (DAL) n'arrive pas encore à obtenir que l'ensemble des achats « massifiables » et transversaux soit centralisé auprès de cette direction, comme prévu par le règlement relatif aux achats de l'

Administration cantonale vaudoise (RAAC) du 1^{er} octobre 2020.

Or, en 2014 déjà, le Conseil d'État avait décidé de mettre en œuvre une stratégie globale dans les domaines des achats et de la logistique à travers le projet Réforme des Achats (RefA). L'objectif était de passer progressivement des activités d'approvisionnement à une politique d'achat coordonnée pour l'ensemble de l'État.

En 2018, pour réaliser la première phase du projet RefA, le Grand Conseil a accordé un crédit de CHF 12,87 millions, avec à la clé la création d'une centrale d'achats similaire à celle du CHUV, dont la mise en œuvre complète a pris 10 ans.

L'analyse détaillée des volumes financiers pour l'acquisition de produits de la catégorie « biens et services » communs à plusieurs services de l'État a permis d'estimer à CHF 145 millions la somme potentiellement couverte par cette première phase.

À l'époque, un collaborateur sur 10, soit 1'000 personnes au sein de l'ACV, traitait de questions d'approvisionnement en dehors de sa mission principale. Ces personnes se disaient « acheteurs » or, en même temps, il n'y avait pas assez d'acheteurs professionnels au sein du CADEV.

La nouvelle centrale d'achats devait faciliter, unifier et contrôler les processus d'achat sur la base d'un catalogue aligné sur les besoins des utilisateurs. De cette manière, l'État devait bénéficier d'économies d'échelle sur le chiffre d'affaires global grâce à des achats coordonnés et négociés par des professionnels.

Dès lors, apprendre aujourd'hui, huit ans plus tard, que la DAL ne gère pas encore l'ensemble des achats « massifiables » et transversaux étonne.

Par voie de postulat, je souhaite demander au Conseil d'État de présenter un rapport sur les points suivants :

- Quel est le degré de satisfaction du Conseil d'État quant au déploiement du projet RefA ?
- Quelle est l'évolution chiffrée des économies d'échelle réalisées grâce à la nouvelle politique d'achat coordonnée ?
- Quel est le volume des achats actuellement gérés par la DAL ?
- Quel volume d'achats doit encore être intégré à la centrale d'achats ?
- Dans quel horizon temporel l'ensemble des achats de produits de la catégorie « biens et services communs à plusieurs services de l'État » sera-t-il intégré à la centrale d'achat ?
- Combien de collaborateurs de l'État se considèrent-ils encore comme « acheteurs » ?

Je remercie par avance le Conseil d'État pour ses réponses.

Conclusion : Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

Date de dépôt : 22.09.2026

Cosignatures :

1. Alexandre Berthoud (PLR)
2. Anne-Lise Rime (PLR)
3. Carole Dubois (PLR)
4. Cendrine Cachemaille (SOC)
5. Denis Dumartheray (UDC)
6. Didier Brocard (PLR)
7. Gérard Mojon (PLR)
8. Henri Klunge (PLR)
9. Jean-Daniel Carrard (PLR)
10. Jean-Franco Paillard (PLR)
11. Jean-François Thuillard (UDC)
12. Jean-Marc Udriot (PLR)
13. Laurence Bassin (PLR)
14. Laurence Creteigny (PLR)
15. Loïc Bardet (PLR)
16. Loïc Saugy (PLR)
17. Marc Morandi (PLR)
18. Monique Hofstetter (PLR)
19. Nicolas Bolay (UDC)
20. Olivier Agassis (UDC)
21. Philippe Germain (PLR)
22. Pierre Kaelin (PLR)
23. Pierre-Alain Favrod (UDC)
24. Pierre-André Romanens (PLR)
25. Pierre-François Mottier (PLR)
26. Quentin Racine (PLR)
27. Stéphane Rezso (PLR)
28. Thierry Schneiter (PLR)